Lionel Stoleru : un article délirant !

Posté le : 31 décembre 2011 18:23 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Attitudes, Economie et politique

En cette période d'incertitude maximale nous fermerons l'année 2011 sur une nouvelle analyse des attitudes « autorisées » telles qu'elles se manifestent dans les médias, ici l'article signé Lionel Stoleru.

Politicien versatile passé de Giscard à Mitterrand puis à Sarkozy, les idées de cet économiste certes un peu secondaire, bien que polytechnicien et chef d'orchestre, auraient pu être intéressantes du fait de son indépendance des partis.

Qu'écrit-il dans l'article que Monde du 30 décembre 2011 publie dans sa page « décryptage ».

« Nous sommes dans l'œil du cyclone »

Le cyclone a un gros œil !

Il aurait mieux valu dire que d'erreurs de diagnostic en erreurs de politiques économiques nous sommes arrivés au bord du chaos.

« Une crise du chômage due depuis des années aux fermetures d'usines et délocalisations issues de l'invasion des produits asiatiques ».

Il est vrai que nous vivons un chômage structurel en France. Mais il aurait été bon d'en donner les vraies explications. Tout mettre sur le dos du « péril jaune » est un peu court. Cet échec structurel date de la politique de Giscard et a été aggravé par celle de Mitterrand. Les blocages malthusiens de Jospin et l'immobilisme du "ni ni" chiraquien ont fait le reste. La composante nationale est donc très importante. La perte de compétitivité par rapport à l'Allemagne est tout aussi importante, en volume et en valeur, que celle que l'on constate avec la Chine.

Quant au problème Chinois il est largement monétaire. M. Lionel Stoleru n'en dit rien.

L'auteur n'a en fait aucun diagnostic sérieux. On enfile les perles les plus banales sans chercher à regarder l'huitre.

« Une crise conjoncturelle des dettes souveraines qui auraient pu être jugulées dès le début de l'alerte grecque ».

Cette remarque aurait eu du sens si l'article avait proposé une explication du gonflement des dettes souveraines. Là encore, c'est le vide absolu. L'auteur n'a pas compris que depuis 1971 le monde est dans un gonflement des endettements globaux tout à fait délirant et n'en perçoit pas les causes. Il se contente de voir la résultante actuelle après qu'une partie de la dette privée ait été refilée aux états et que de nouvelles dettes se soient accumulées du fait de la récession. Du coup on est sûr qu'il ne proposera rien d'utile.

Il est vrai qu'on aurait pu « tuer » la crise grecque dans l'œuf. Mais il aurait fallu pour cela avoir un

vrai diagnostic de la crise, une vision à terme, des institutions ad hoc et des mentalités en ligne. Rien de tout cela n'existait. La crise a apporté une pédagogie que les économistes officiels auraient du fournir. Mais les économistes comme M. Stoleru regardaient ailleurs.

« L'économie française ne survivra pas sans réformes draconiennes au premier trimestre ».

La France se serait mieux trouvée de réformes draconiennes dès 1974 lorsque M. Stoleru est venu assister M. Giscard et où les plus grandes erreurs ont été commises sans que le secrétaire d'état qu'il fut ne les dénonce. La France se serait mieux trouvée si les réformes stupides du programme commun de gouvernement, cautionnées par M. Stoleru, n'avaient pas été faites et s'il n'avait pas accompagné la politique dramatique de M. Rocard qui avait les moyens, après le redressement du Gouvernement Chirac et dans la conjoncture mondiale très porteuse de l'époque, de faire aboutir de nombreuses réformes utiles. Au lieu de cela il a chargé la mule de façon indécente et une bonne partie de nos problèmes actuels viennent du gouvernement dont il animé le secrétariat au Plan.

Il n'a exactement rien vu venir, rien compris, rien annoncé, rien condamné. La France prendra la crise de 92-93 dans les dents avec une violence formidable. Merci qui ?

Il est donc très surprenant de voir un « économiste » qui a cautionné toutes les erreurs et n'a anticipé aucune des difficultés prévisibles pendant des décennies, se réveiller soudain pour exiger un plan pour le prochain quart d'heure !

Celui qui n'a cessé d'ajouter bug sur bug veut maintenant « changer le logiciel » dans l'urgence.

« M. Fillon n'a pas la moindre marge de manœuvre politique à quatre mois des présidentielles ».

Donc il faut le virer. Le mauvais logiciel c'est Fillon. Ah mais oui mais c'est bien bien sûr ! C'était lui ! Ce satané Fillon.

« Il n'a pas l'autonomie par rapport au président de la République qui n'a pas su s'entourer comme Barak Obama d'un Council of Economic Advisers ».

Que le Premier Ministre n'ait pas d'autonomie par rapport au Président de la République sous la Cinquième République, on le sait bien et on ne voit pas en quoi cela devrait changer à quelques mois de la fin d'un mandat. Le CAE, conseil d'analyse économique existe.

Son président M. De Boissieu le présente ainsi : « Placé auprès du Premier ministre, le Conseil d'analyse économique a pour mission « d'éclairer, par la confrontation des points de vue et des analyses, les choix du gouvernement en matière économique ». Le CAE est une instance pluraliste composée de 28 économistes reconnus et de sensibilités diverses et de six membres de droit qui représentent les grandes administrations économiques et sociales. En quatorze ans, le CAE a déjà publié 100 rapports demandés par le Premier ministre et s'appête à en présenter plusieurs autres. »

On sait que nous avons parfois la dent dure vis-à-vis des économistes officiels qui n'ont rien vu venir et sont souvent totalement à côté de la plaque. Nous n'avons pas manqué de les égratigner sur ce site à l'occasion. Mais de là à nier leur existence !

Que l'on dise : ils se sont trompés ; voilà où ; et ce qu'il faut faire. D'accord. Mais là on est réellement dans la critique sans fondement.

« D'où un G.20 raté »

C'est Sarkozy qui a créé le G.20 et s'ils ont tous été ratés, cela demande des explications un peu moins courtes que celles proposées. Quelles étaient les propositions du FMI ? Quelle latitude laissaient les politiques de la Chine et des Etats unis ? Où était l'Europe ? Pas un mot.

« Je pense »

Tant mieux.

« Que le Président serait bien inspiré de changer de gouvernement ».

Une crise ministérielle est bien la solution qu'il nous faut juste avant une élection...

« [le premier ministre] doit être quelqu'un d'une compétence économique et d'une crédibilité internationale reconnue »

Incompétent et nul serait en effet peu opportun.

Mais quels sont les critères de compétences en question ? Quelqu'un qui aurait annoncé la crise, prévenu inlassablement des causes et des conséquences, aurait indiqué publiquement les solutions ?

Qui nous propose-t-on ?

Michel Camdessus, « sœur Thérèse » quand il était au Fmi, et qui n'a absolument rien compris et rien vu venir. C'est un des concepteurs de l'Euroland telle qu'on la connaît. Bien sûr il a repris du service sous Sarkozy pour remettre en cause les 35 heures et proposer le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, preuve au passage que le président s'est bien entouré de conseiller « compétent » (selon les règles Stoleru) comme M. Obama. Mais c'est un de ceux qui ont construit ou admis que l'on construise le système global absurde dans lequel on se débat. MM. Trichet et Lamy sont sans doute des gens très distingués mais ils sont eux aussi totalement mouillés dans le système mis en place et qui tourne de l'œil. Quant à M. Bébéar, astucieux profiteur des faiblesses de la gestion énarquienne de l'UAP, on ne voit pas trop ce qu'il vient faire dans cette galère.

Il nous faudrait un Barre « mais il n'est plus là ». On a eu un Barre et rien de fondamental n'a changé (sauf une excellente mesure : la fin du contrôle des prix.).

« La démocratie est incapable de secréter et de soutenir des dirigeants politiques qui ont le courage de prendre des décisions populaires mais nécessaires ».

Comme aux temps antiques donnons nos pouvoirs à un Tyran, mais propre sur lui, bien aimé de l'Europe car européiste, connu dans les milieux internationaux et ceux de la finance, mais pour quelques mois et après, Hop !, des élections sympas après que les écuries d'Augias auront été nettoyées.

On a fait l'Europe de l'Euro en catimini en mentant au peuple. Quand il a dit non on lui a refilé le projet en douce sans le consulter. Maintenant on voudrait lui fourguer une politique d'hyper rigueur en loucedé avec un « super technicien » complice de ses malheurs, sans qu'il ait son mot à dire. Et après la politique reprendrait ses droits !

Et M. Stoleru serait prêt naturellement à se sacrifier et à mettre toute sa volatilité politique personnelle au service de qui voudra bien gagner le jackpot électoral !

Comment peut-on écrire autant de sottises !